

# L'unité

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine

N° 188 - FÉVRIER-MARS 2007 - 0,76 EURO

ISSN : 0760 - 5404



# 15 000 personnes autour de **Ségolène ROYAL**



## **Vie Fédérale :**

**15 000 personnes rassemblées  
autour de Ségolène Royal  
à Rennes pp. 2 et 3**

**Edito : p. 3**

## **Dossier :**

**L'égalité des chances  
pour boussole pp. 4 et 5**

**Vu/Entendu : pp. 6 et 7**

## **Notre histoire :**

**De 1965 à 2007 p. 6**

## **Le monde autour de nous :**

**Rencontres en marge  
du meeting p. 7**

## **La vie des sections :**

**Trente ans de militantisme à  
la Chapelle-des-Fougeretz et  
à Montgermont p. 8**

***L'égalité des chances  
pour boussole (pages 4 et 5)***





**P**remier grand rendez-vous dans les régions, le meeting de Rennes a pulvérisé les prévisions les plus optimistes : deux halls du Parc-Expo pleins à craquer, les voies d'accès bloquées, des files d'attente longues de centaines de mètres, sous la pluie, des cars obligés de faire demi-tour pour raisons de sécurité...

La performance de Ségolène Royal a été à la hauteur de ce succès populaire. Impressionnante dans la maîtrise de son discours de 80 minutes, entraînant par sa combativité et sa capacité à susciter l'adhésion, son charisme a enchanté les militants mais aussi toutes celles et ceux venus pour s'informer.

Après six semaines de débat avec les Français, la maturation de leurs aspirations dans «les cahiers de l'espérance» selon la jolie formule de Ségolène, place à la présentation du «pacte présidentiel» et à la confrontation des projets «exigée par un souci de clarté». Le 20 février 2007 restera dans notre histoire comme le furent les grands meetings de François Mitterrand.

Chaque participant se rappellera toujours l'émotion collective qui étreignit la foule au moment de la conclusion de Ségolène Royal : «Mon équipe de campagne, c'est vous ! Déployez-vous, partez convaincre, soyez fiers de cette espérance. N'ayez peur de rien !»



Deux longues colonnes avant d'entrer dans les halls

## « Mon équipe de campagne, c'est vous ! »



Une petite partie du hall 9

### Témoignages

Maître de cérémonies, Frédéric Bourcier a donné la parole en préambule à plusieurs militants et responsables socialistes et radicaux.

**- Daniel Delaveau :**

«Ici, nous agissons et faisons la politique par la preuve. Tu peux compter sur nous».

**- Françoise Yamachui :**

«Ségolène donne un grand espoir à la France, aux pays du Sud, aux minorités».

**- Anne-Angèle (MJS) :**

«Pendant ces cinq ans, la jeunesse a été montrée du doigt».

**- Marylise Lebranchu :**

«Pour une France plus forte, plus juste et notamment avec les salariés d'Alcatel et les ouvrières de l'agro-alimentaire».

**- Christiane Taubira :**

«Tiens bon la barre Ségolène ! Tu apportes des réponses modernes aux défis de notre temps».

**- Jean-Yves Le Drian :**

(en breton et en français) : «Va de l'avant, Ségolène. Tu incarnes le refus du renoncement et de la fatalité, le changement porté par nous tous, l'aspiration à un mieux-être ensemble».

### Hommage à Edmond Hervé, « référence morale »

Dès le début de son intervention, Ségolène Royal a salué la Bretagne, ses militants et ses élus qui la rejoignent sur scène au final. En premier lieu, elle donna un grand coup de chapeau à Edmond Hervé qui cessera ses fonctions de Maire de Rennes en mars 2008 après 31 années de mandat : «Pour tous les socialistes, tu es une référence morale et un exemple pour toute une génération d'élus dont je suis».

C'est Edmond Hervé qui avait accueilli notre candidate dans une déclaration brève mais dense : «Aujourd'hui, c'est le rendez-vous de l'avenir, la France en a bien besoin. Ségolène est des nôtres, je connais ses engagements !... Ne laissons pas la droite usurper les idées et les valeurs qui sont les nôtres, celles de Jean Jaurès, Léon Blum, Pierre Mendès-France, François Mitterrand... J'ai suivi toutes les campagnes présidentielles depuis 1965. François Mitterrand a connu lui aussi des difficultés et il a gagné !»





Dans le hall n° 10 : 4 500 personnes devant un écran géant

### Des militants : « Elle nous comprend... on la comprend ».

Discutez avec des militants, écoutez leurs réactions à chaud après un discours de Ségolène afin de percer les raisons de leur adhésion à son action et à son discours :

«Je l'avais déjà remarqué en juin à la halle Martenot lorsqu'elle a répondu aux questions de la salle, elle ne tourne pas autour du pot. Elle vous parle directement avec des mots simples, elle nous parle de nos problèmes de tous les jours, de l'indice des prix. On voit bien qu'elle n'a pas peur de traiter des sujets comme l'autorité des parents, l'éducation des enfants, les difficultés des banlieues» (*une enseignante retraitée*).

«Elle a raison de dénoncer ceux qui voudraient casser les 35 heures et reculer l'âge de la retraite. J'ai bien aimé son passage sur le gaspillage causé par le chômage des jeunes de moins de 25 ans et des plus de 50 ans. Toutes les familles connaissent ça» (*un cadre d'entreprise*).

«Elle n'a peur de rien Ségolène ! Elle défend la cause des femmes qui travaillent tout en élevant leurs enfants, elle nous a parlé des vies de famille sécurisées grâce à l'accession au logement, à l'école renforcée» (*deux nouvelles adhérentes*).

«Lorsqu'elle parle du co-développement, des micro-crédits, l'aide directe aux associations africaines, la dignité des gens, ça vaut tous les discours des sommets sans lendemain, c'est plus concret !» (*un étudiant*).



Le final



5 000 personnes debout dans le hall n° 9

### Quelques lignes de force du discours

- Solidaire des **salariés d'Alcatel** : «Oui, je suis aux côtés de cette Bretagne qui résiste et qui lutte... Je veux dire aux salariés d'Alcatel menacés de délocalisation et avec toute cette salle notre solidarité entière, notre colère contre l'inertie gouvernementale...».

- Ceux qui brouillent les cartes : «Certains veulent faire oublier qu'ils sont comptables du bilan... Le candidat UMP cherche à faire oublier qu'il est le candidat sortant... d'autres qu'ils gouvernent partout avec la droite dans les assemblées locales et régionales. Il est temps de faire cesser cette confusion molle !».

- La parole au peuple : «Pendant la phase des débats, plus de deux millions d'entre vous sont venus prendre la parole. Non seulement je vous demande de la garder mais à ceux qui ne l'ont pas prise, je leur demande de la prendre au plus vite sur ce pacte présidentiel... Qu'on cesse de me brandir l'épouvantail de la démocratie d'opinion parce que je reviens aux sources de la démocratie. On gouverne avec le peuple pas contre lui... Je suis la seule à avoir fait cette démarche d'écoute».

Retrouvez l'article complet sur [www.ps35.org/unite](http://www.ps35.org/unite)



Par Frédéric BOURCIER  
Premier Secrétaire Fédéral

20 FÉVRIER 2007

## L'ENTHOUSIASME

La magie des grands meetings a fonctionné à plein ce 20 février à Rennes. Les militants d'Ille-et-Vilaine peuvent être fiers de la réussite de ce rassemblement populaire. Merci à toutes celles et ceux qui ont donné de leur temps pour mobiliser en amont et permettre d'accueillir au mieux les 13 000 personnes qui ont pu rentrer dans les deux halls. Au moins 2000 personnes n'ont pu accéder au site.

Sachez que Ségolène Royal a été très touchée par la chaleur de son accueil rennais. Elle compte s'appuyer durant la campagne sur l'importante mobilisation qu'elle rencontre sur les territoires. Il nous faut populariser le pacte présidentiel qu'elle propose aux Français. Là est notre responsabilité d'ici le 22 avril prochain.

Pour suivre régulièrement la situation politique italienne, nous ne pouvons que ressentir aujourd'hui une analogie entre le déferlement médiatique pro Sarkozy et le contexte berlusconien de toutes les campagnes électorales italiennes.

Quelques éléments troublants viennent éveiller la crainte d'un déséquilibre dans le suivi médiatique de la campagne. Sarkozy parle d'héritage en lieu et place d'héritage. Peu dans les médias ont eu la bravoure de le signaler. Il peut annoncer sans créer d'émoi ou d'études journalistiques que la moitié des fonctionnaires partant en retraite ne sera pas remplacée. Il peut annoncer 72 Milliards d'euros de baisse des prélèvements en changeant trois fois d'avis en moins d'une semaine sur la durée de mise en place de la mesure. On ne parlera ni d'incompétence, ni de cafouillage, ni d'indécision.

Nous avons animé plus de 50 débats participatifs dans ce département, il nous faut désormais organiser 50 forums du changement d'ici le 22 avril. Ainsi, comme l'a signifié Ségolène Royal dans son discours, l'enthousiasme du 20 février aura été le commencement de notre marche vers la victoire.

**La Commission Education de notre fédération travaille depuis des années avec constance, enthousiasme et efficacité. C'est la qualité de ses travaux qui a valu à Rennes d'être choisie pour accueillir les Assises de l'Education en février 2005, en présence de François Hollande.**

**La Commission a également contribué au projet et tient ses conclusions à disposition de tous les militants. Nous vous invitons à retrouver cette contribution sur le site de l'Unité ([unite.ps35.org](http://unite.ps35.org), rubrique «Dossier») ou à la solliciter auprès de la Fédération.**

Si la Commission est très active, notre département, depuis la victoire socialiste, entend être un laboratoire d'expérimentation de bonnes pratiques. C'est pourquoi nous avons demandé à Mireille MASSOT, Première Vice-Présidente du Conseil Général chargée de l'enseignement, de l'éducation, des collèges et du Conseil départemental des jeunes, de nous faire part des réalisations et projet du Conseil Général.

Le «Projet socialiste pour la France : réussir ensemble le changement», que nous avons préparé dans nos sections de septembre 2005 à juin 2006 et que nous avons massivement approuvé le 22 juin 2006, est le socle du programme de notre candidate à la Présidentielle.

En exergue de la partie consacrée à l'éducation, il s'exprime ainsi :

«La société française est minée par l'ampleur des inégalités. Elles altèrent la confiance de nos concitoyens dans la République. La lutte pour la Justice sociale doit donc être la pierre angulaire de notre action. Elle passe par le savoir, la sécurité et la solidarité. Premier des services publics, l'école doit promouvoir les valeurs de la République, dont la laïcité est le fondement. (...)

Pour répondre aux inquiétudes et aux attentes de nos concitoyens, nous ferons de l'Education Nationale notre première priorité. Nous avons conscience de défendre avec l'éducation pour tous un modèle de société qui doit préparer à l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière, à l'âge adulte, qui doit donner une qualification permettant de trouver un emploi, qui doit permettre l'exercice libre de la raison et l'épanouissement individuel».

Ces valeurs sont celles qui inspirent au quotidien la politique conduite par le Président Jean-Louis Tourenne. C'est cette priorité que j'ai assignée à notre action en faveur des collégiens.

### Un budget en forte progression

L'effort en faveur du budget des collèges a été considérable puisque l'augmentation moyenne des crédits de fonctionnement que nous leur avons accordés est de 29 % depuis 2004. Nous avons ainsi rattrapé et même dépassé la moyenne nationale, ce qui était notre objectif pour la mandature. Si l'on considère que les dépenses liées à l'entretien ou à la viabilisation n'ont guère augmenté que du montant de l'inflation, ce sont donc des ressources très importantes que nous avons mises à la disposition des équipes éducatives pour la pédagogie et les projets des enseignants.

Cet effort budgétaire sans précédent est également frappé au coin de l'égalité des chances et de la solidarité puisque nous prenons en compte les catégories sociales des familles et le nombre de boursiers pour déterminer ce qui est attribué à chaque collège.

### Ordi 35

Dès notre installation en avril 2004, nous avons souhaité lutter efficacement contre un des aspects les plus injustes de la fracture sociale, la fracture numérique.

Dès décembre 2004, chaque élève de 3<sup>e</sup> s'est vu doté d'un ordinateur portable, pour la durée de l'année scolaire. Cet ordinateur, destiné avant tout à un usage personnel et familial, est de plus en plus utilisé au collège à l'initiative des enseignants. Cette utilisation est favorisée depuis cette année par la mise à disposition des équipes éducatives de 3 ou 4 ordinateurs portables par établissement.

Parallèlement, nous organiserons, en avril 2007, le deuxième forum Ordi 35 pour permettre aux professeurs de mutualiser leurs bonnes pratiques. L'opération Ordi 35, récompensée par le prix Territoria, représente le projet phare de la mandature et constitue une des principales composantes de notre volonté d'action en faveur de l'égalité des chances. Une évaluation, dont les conclusions seront présentées en juin, permettra d'envisager la poursuite de l'opération.

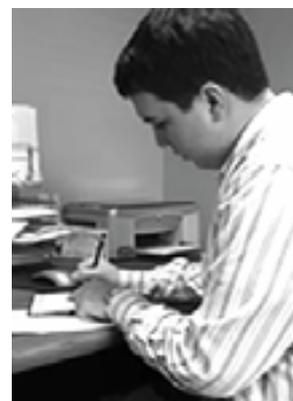


**«La gauche est seule capable de remettre l'éducation au cœur de tout, de remettre l'école d'aplomb, de remettre de la culture partout, sur tout le territoire, de donner à chaque enfant le droit à la culture et à une ambition scolaire ainsi qu'à la récompense de l'effort».**

**Ségolène Royal,**  
discours de Vitrolles, 29 septembre 2006.

**«Le système éducatif doit développer l'alphabétisation numérique. Cette formation devrait s'appuyer sur les logiciels libres».**

**Entretien entre**  
**Ségolène Royal**  
**et Richard Stallman, 28 juin 2006**



# HANCES POUR BOUSSOLE



## Soutien scolaire en ligne

Notre projet, pour favoriser la réussite de tous les élèves, se propose d'investir dans les technologies éducatives. Il s'agit pour nous de faire en sorte que les élèves défavorisés ne soient pas exclus d'une aide personnalisée.

C'est ce que nous avons cherché à faire, dans le cadre d'Ordi 35, en proposant à 5 collèges d'expérimenter le site de soutien scolaire en ligne, Paraschool. Ce site permet aussi, aux enseignants qui le souhaitent, de mettre en place des parcours individualisés pour les apprentissages.

Notre réflexion sur ce point se poursuit.



## Orientibus

« Nous ferons évoluer le collège afin qu'il ne soit plus le lieu du tri social (...) en proposant aux élèves un véritable choix d'orientation » dit aussi le projet qui se propose de « préparer la vie professionnelle ». C'est, à notre niveau et à notre place, ce que nous essayons de faire avec Orientibus. Il s'agit d'un bus aménagé en plateforme d'exposition où, sous la conduite d'un animateur, les élèves découvrent en groupes la diversité des métiers et des gestes techniques. Cette opération part du constat que pour choisir, pour savoir ce que l'on a envie de faire, savoir pour quoi on est fait, il faut être éclairé sur sa propre identité et sur les choix possibles. Elle manifeste donc notre volonté d'apporter notre contribution - et plus particulièrement là où l'information est la moins accessible -, à cette représentation des métiers, de ce qu'ils peuvent solliciter comme savoir-faire et comme savoir-être.

## Vivre son collège autrement

« Pour assurer l'épanouissement personnel de l'enfant, nous développerons les initiatives dans le domaine culturel et dans celui des activités d'éducation physique et sportive », dit notre projet. « Vivre son collège autrement » est une initiative de notre majorité. Le public concerné est constitué de collégiens rencontrant des difficultés, « en délicatesse avec l'école » pour diverses raisons liées à leur environnement social ou familial, ce qui se traduit au collège par des problèmes de comportement, d'estime de soi et, souvent, de retard scolaire. Cette année, ce sont 180 jeunes qui ont bénéficié de ce dispositif réservé aux collèges qui accueillent le plus de boursiers. Les jeunes sont accueillis pour une semaine dans un internat, les citadins à la campagne et les ruraux en ville. Le matin est consacré à de la remédiation scolaire grâce à Internet sur les Ordi 35 et l'après-midi à la découverte du milieu et à la pratique d'activités culturelles ou sportives motivantes. Les élèves réalisent aussi un reportage photographique. L'objectif poursuivi est de leur redonner confiance, de les aider à aborder le collège autrement, à vivre ensemble mais aussi de leur proposer de s'ouvrir en découvrant d'autres collèges ainsi que des milieux et des activités inconnus d'eux jusque là.

## Prévention de la violence à l'École

En partenariat avec l'Inspection académique, nous permettons cette année à six collèges particulièrement concernés de bénéficier d'une action de prévention des violences à l'école destinée aux élèves de 6<sup>e</sup> et à leurs professeurs. Ainsi mettons-nous en œuvre une des propositions du projet socialiste : « Nous amplifierons les moyens de lutte contre la violence à l'École ».

## En projet :

### un internat de « respiration familiale ».

Chacun de nous connaît une famille où la difficulté de cohabitation entre les « ados » et les parents est telle que c'est non seulement la scolarité qui est en danger mais aussi la structure familiale elle-même. Pour permettre à ces jeunes et à leur famille de souffler, nous envisageons, en accord avec l'Inspection académique, de créer dans ce département ce que nous appelons, pour l'instant, un « internat de respiration familiale ». Les élèves y seraient accueillis pendant la semaine sur le temps scolaire et, si nécessaire, pendant les vacances. Les cours seraient dispensés dans les collèges avoisinants.

**« Plutôt que des policiers dans les établissements et l'apprentissage à 14 ans, ce que j'ai constaté dans les collèges lorsque j'étais ministre de l'Enseignement scolaire et que je constate aujourd'hui dans les lycées de ma région, c'est l'importance, pour réussir, d'équipes pédagogiques soudées et motivées, au clair sur leur projet et cohérentes dans leurs relations avec les élèves ».**

**Ségolène Royal,**  
discours à Rodez, 12 mai 2006.

## Co-acteurs de l'Éducation

J'aurais encore souhaité vous parler de l'effort que nous faisons afin que tous les collégiens travaillent dans un cadre épanouissant. Vous informer de la façon dont nous avons accueilli les TOS dans notre collectivité. Vous entretenir de notre projet de faire des collèges, notamment ruraux, des pôles de ressources culturelles pour leur territoire, etc. Mais il faut savoir se limiter. Sauf à admettre que les choses restent en l'état, sauf à tolérer que ce soient toujours les mêmes qui s'y retrouvent dans notre système de sélection, nous sommes condamnés à essayer, expérimenter, à oser !

Il y a des domaines où nous n'avons pas notre place, la pédagogie en est un. Mais l'éducation, tout le monde s'accorde désormais sur ce point, doit être un domaine partagé. Dans ce partage des tâches et des responsabilités, nous ne revendiquons que notre place mais toute notre place, celle de co-acteurs de l'éducation aux côtés de la famille, des professionnels et du milieu éducatif.

Convaincus d'agir pour le bien des élèves et notamment des plus défavorisés d'entre eux, nous entendons bien poursuivre notre action avec votre soutien.



**Mireille MASSOT**

## les grands moments de l'élection présidentielle. 10 mai 1981 : MITTERRAND, Président

### L'abolition de la peine de mort inscrite dans la Constitution.

Les socialistes, les femmes et les hommes de progrès peuvent se réjouir.

Un nouvel article 66-1 est prêt à l'inscription dans notre Constitution : «Nul ne peut être condamné à la peine de mort». C'est l'aboutissement d'un long combat abolitionniste qui a connu son moment fort en octobre 1981 lorsque Robert Badinter, Garde des Sceaux, fit adopter par l'Assemblée nationale la loi d'abolition.

Le texte voté par l'Assemblée nationale le mardi 30 janvier, à l'unanimité des présents a été présenté au Sénat le 7 février.

Le Congrès qui réunit les deux assemblées, a adopté définitivement le projet de loi le 19 février.

### Sarkozy et les heures supplémentaires des infirmières.

Visitant le centre hospitalier de Pontoise, le candidat UMP n'a pas fait un tabac auprès des infirmières de nuit. Vendant son slogan «Travailler plus pour gagner plus», le champion du libéralisme leur a demandé si elles étaient prêtes à faire des heures supplémentaires pour gagner davantage.

Ce fin connaisseur des conditions de travail s'est fait gentiment remettre à sa place : «Une fois qu'on a fini notre nuit, cela nous suffit amplement»...

### Les motards en colère.

Le président de la Fédération des motards en colère n'a pas apprécié le luxe de moyens policiers (recherches ADN à l'appui) apporté à la recherche du scooter du fils Sarkozy, volé à Neuilly : «Lorsque nous nous rendons dans les commissariats après un vol de deux-roues, on nous répète que nous n'avons aucune chance de récupérer notre engin». Les statistiques du ministère de l'Intérieur en font foi : sur 85 167 vols de deux-roues déclarés en 2006, 6908 ont été élucidés, soit bien moins de 10%.

**De Gaulle mis en ballottage en 1965, Giscard vainqueur de justesse en 1974, François Mitterrand, Premier Secrétaire de notre parti depuis 1971 et le Congrès d'Epainay, entre à l'Élysée en mai 1981 au terme d'un parcours semé d'embûches ponctué d'une magnifique campagne de 100 jours.**

Les mois qui suivent l'échec de 1974 coïncident avec la dégradation des rapports entre les partenaires de la gauche unie. Plus le PS progresse dans l'opinion et les scrutins, plus le PC resserre les rangs et s'isole.

Le PS est alors en phase d'élargissement. Aux Assises du socialisme (12-13 octobre 74 à Paris) le rejoignent Michel Rocard, Jacques Delors, Edgard Pisani, des militants du PSU, des syndicalistes comme Edmond Maire (CFDT) etc...

L'amertume du PC, palpable au XXI<sup>e</sup> congrès à Vitry, ne fait que croître. François Mitterrand situe à ce moment-là le basculement des communistes vers la dénonciation du Programme commun qui ne sera effective qu'en septembre 1977 («Ici et maintenant» éd. Fayard, 1980).

Le nombre de 150 000 adhérents socialistes est atteint avant le congrès de Pau (janvier-février 75) où Lionel Jospin apparaît à la tribune, plaidant pour un PS fer de lance de l'union de la gauche qui continue à vivre des heures tumultueuses.

La prédominance du PS est confirmée aux élections cantonales de mars 1976. Le PS atteint 27% des suffrages, 4 points de mieux que le PC.

### 1977 : les grandes villes de l'Ouest passent à gauche.

Les municipales, un an plus tard, redonnent vie à l'union de la gauche. Une vague rose emporte les grandes villes de France jusque dans l'Ouest. La rupture autour du Programme commun brise cet élan. Favorite des législatives de mars 1978, la gauche échoue malgré les 28% du PS. Barre reste à Matignon...

Michel Rocard ne fait plus mystère de ses intentions d'être le candidat du parti à l'Élysée.

Le congrès de Metz (avril 79) va être décisif. Laurent Fabius défend avec âpreté la ligne mitterrandienne : «Tenir bon» face aux motions Rocard-Mauroy.

A Metz, Rocard a concédé à la tribune qu'il s'effacerait devant une nouvelle candidature de Mitterrand.

Dix-huit mois plus tard, après en avoir avisé ce dernier, il se lance à l'aventure, depuis son fief électoral. C'est l'appel de Conflans.

Quelques jours plus tard, Mitterrand présente sa 3<sup>e</sup> candidature au comité directeur du PS, ratifiée par le vote des militants. Il fait adopter au congrès extraordinaire de Créteil (24 janvier 1981) les 110 propositions, plate-forme d'une campagne placée sous le signe de «la force tranquille».

### Abolir la peine de mort.

Plutôt que plonger immédiatement dans la campagne électorale, il parcourt le monde (Etats-Unis, Israël, Chine). Depuis le 8 août 1980, il a dans la poche, la prévision de Charles Salzman : 25% des voix au premier tour, Giscard estimé à 29, Marchais à 19, Chirac à 14 et un 52-48 en sa faveur au second tour face à Giscard.



François Mitterrand accueilli dans une salle omnisports de Rennes archi-comble.

Cette liberté d'esprit et de

parole atteint l'un de ses points culminants le 16 mars à l'émission télévisée «Cartes sur table». Bravant l'opinion publique alors favorable à la peine de mort, il annonce qu'il l'abolira une fois élu.

Au 1<sup>er</sup> tour Giscard est en-dessous des 28%, Mitterrand au-dessus des 25% et Marchais à 15.

Peu importe alors, les menaces ridicules de Poniatowski : «Les chars soviétiques sur la place de la Concorde» en cas de victoire de Mitterrand. Peu importe, les dernières illusions de Giscard à l'occasion du face à face télévisé du 5 mai où le président sortant - «l'homme du passif» - est acculé dans les cordes.

Le 10 mai 1981 entre dans l'Histoire. A 20 heures, le visage de François Mitterrand apparaît sur les écrans de télévision. Il est Président de la République française, la gauche est enfin au pouvoir.

**Michel BIHAN**

# Le monde autour de nous

## Rencontres en marge du meeting

L'équipe de notre candidate a répondu favorablement à toutes les demandes de rencontre de la société civile. Ainsi Ségolène Royal a-t-elle rencontré personnellement les salariés d'Alcatel, tandis que son directeur de campagne Jean-Louis Bianco, accompagné du sénateur du Finistère François Marc et de Bruno Rebelle, accueillait six délégations.



### ALCATEL

Accompagnée de Jean-Yves Le Drian, Président de la Région, d'Edmond Hervé, maire de Rennes et de Micaël Fischer, secrétaire fédéral aux Entreprises, Ségolène Royal a rencontré les

salariés d'Alcatel pour leur apporter son soutien.

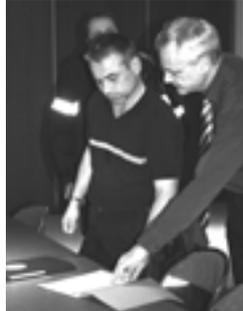
Fidèle à sa méthode, notre candidate a beaucoup écouté et posé de nombreuses questions pour bien comprendre la situation dramatique que vivent les salariés d'Alcatel. Elle a été en particulier choquée par l'attitude de l'entreprise dont la décision s'apparente à une délocalisation masquée et sans fondements économiques sérieux.

Elle a dénoncé l'attitude de l'Etat qui se contente de demander un plan social qui se passe le mieux possible et qui n'a aucune stratégie industrielle sur nos filières stratégiques.

Ségolène Royal a ensuite esquissé des réponses à la fois globales et concrètes : volonté de porter au niveau français et européen une nouvelle politique industrielle qui nous permette de garder et développer les filières stratégiques ; s'appuyer sur un effort important en matière de recherche ; engagement de prendre contact avec le Président d'Alcatel ; porter la question au niveau européen en profitant de sa rencontre avec Angela Merkel en mars prochain.



**Sans-papiers :** Le collectif de soutien aux sans-papiers a fait une proposition — une enquête parlementaire sur le devenir des personnes reconduites à la frontière — qui a retenu l'intérêt des collaborateurs de Ségolène Royal



Jean-Louis Bianco a écouté avec attention la demande des sapeurs pompiers

Pour leur part, Jean-Louis Bianco et les collaborateurs de la candidate ont reçu successivement des représentantes des

auxiliaires de vie scolaire, une association pour la promotion des maisons de naissance, une délégation de sapeurs pompiers, des parents et enseignants des collèges Montbarrot et Malifeu de Villejean, un collectif d'aide aux sans-papiers et des représentants de la CGT spectacle.



Jean-Louis Bianco, François Marc et Bruno Rebelle face aux auxiliaires de vie scolaire. Cyrille Morel, en charge des Relations extérieures, représentait la Fédération.

### LA POLITIQUE PAR LA PREUVE

Conformément à la méthode éprouvée par Ségolène Royal, Jean-Louis Bianco, François Marc et Bruno Rebelle ont écouté et posé des questions. Ils ont ensuite analysé la demande à la lumière des 100 propositions de la candidate et de ses valeurs. Ils ont évoqué des pistes de résolution — favorablement accueillies par les interlocuteurs — avant de promettre une réponse écrite qui engagerait la candidate : la politique par la preuve, plutôt que des paroles qui s'envolent. «Je préfère ne pas m'engager trop vite, mais tenir ce que nous aurons promis», a souligné Jean-Louis Bianco.

De façon pédagogique, il a également rappelé aux délégations ce qui relevait de l'Etat et ce qui était de la compétence d'autres instances, comme par exemple les regroupements d'établissements scolaires.

**Micaël FISCHER et Marine CLABÉ**

## Vu/Entendu

### Evolution des minimas retraite...

Prestations	2000 en francs	2000 en euros	2006 en euros	Evolution
Minimum contributif	3301,09	503,25	597,71	18,77 %
Réversion	1488,33	226,89	254,01	11,95 %
Veuvage	3160,00	481,74	539,37	11,96 %
Minimum vieillesse				
Personne seule	3573,83	544,83	610,28	12,01 %
Couple	5414,75	977,92	1094,80	11,95 %

### En comparaison avec l'évolution des prix de certains produits entre 2000 et 2006

Produits	2000 en francs	2000 en euros	2006 en euros	Evolution
Baguette de pain	3,00	0,46	0,85	86 %
Laitue	4,50	0,69	1,20 à 1,50	74 à 118 %
Café	6,00	0,91	1,50	64 %
Gaz Butane	130,00	19,82	26,00	31 %
Fuel chauffage (500 l)	1200,00	182,93	315,00	72 %
Litre de lait	1,30	0,20	0,56	183 %
Brie	2,60	0,40	0,94	137 %
Coulommiers	5,20	0,79	2,07	161 %
Pommes de terre 5 kg	1,50	0,23	4,30	1781 %
Confiture	9,90	1,51	3,20	112 %
Chou vert	5,00	0,76	1,50	97 %
Beurre 250 g	3,75	0,57	0,95	66 %

Relevés réalisés par une association d'habitants de Rennes-Sud

### Logement :

#### la loi SRU encore attaquée

Non contents de réduire la part de l'Etat de 1 000 euros par logement, le gouvernement et la majorité de droite s'attaquent à nouveau à la loi SRU qui oblige les communes de plus de 3500 habitants à construire dans leur parc immobilier 20% de logements sociaux.

La charge est cette fois menée par un fidèle de Sarkozy, le député de Seine-et-Marne, Yves Jégo qui a déposé un amendement au projet de loi sur le logement qui assimilerait «pendant 10 ans les programmes d'accession sociale à la propriété au logement social».

L'an passé, la même manœuvre avait été repoussée par la fermeté des députés de gauche renforcés par le mouvement HLM et les associations en faveur du droit au logement.

L'attitude de ces dernières n'a pas varié : «Qui peut penser que l'accession à la propriété est possible à plus de 3 millions de personnes qui cherchent en vain à louer un logement décent?» s'est étonné le président d'Habitat et Humanisme. La Fondation Abbé Pierre, de son côté, estime que le vote de l'amendement du sarkozyste Jégo «réduirait à néant les avancées sociales du projet de loi».

# La vie des sections

## Trente ans de militantisme à La Chapelle-des-Fougeretz et Montgermont

**T**rente ans de militantisme, trente ans de secrétariat depuis la création de la section en 1977, Jean-Yves Julien tient la barre. A sa manière, en faisant attention à ce que tout le monde s'exprime et comprenne les orientations du parti.

Trente ans que ça dure ! Et ce n'est peut-être pas fini !

En 1977, Georges Martinais, Maurice Choux, Philippe Tourtelier, Jean-Yves Julien ont lancé avec la complicité d'Edmond Hervé la section de La Chapelle-des-Fougeretz rejointe plusieurs années plus tard par des militants de Montgermont. Le trésorier, Roger Olivier, a accompli lui aussi un fameux bail de 1979 à 2003. Daniel Flaux lui a succédé depuis.

Aujourd'hui, afin de respecter l'association entre les deux communes, Pascal Olek

tementale par Michel Gautier, le maire de Betton qui a pris la suite de Philippe Tourtelier, mettant en pratique la conception de non-cumul des mandats qu'il préconisait tout comme Edmond Hervé l'avait fait pour la circonscription.

Fidélité, respect des engagements, concertation et travail en commun, les militants apprécient.

Depuis le début de la réflexion sur le projet socialiste, les deux sections de La Chapelle-Montgermont et Betton ont programmé chaque mois une réunion thématique commune.

### Prises de paroles.

Très mobilisée pendant la campagne de dési-



(Montgermont) seconde le secrétaire. En mai dernier, un 10 mai, ils ont eu le plaisir d'accueillir 21 nouveaux adhérents désireux de participer à la vie du parti et de porter le projet socialiste.

Les grandes dates de la vie politique locale et nationale leur ont été rappelées : création de la section PS, campagnes électorales, la présidentielle de 1981, les législatives favorables d'abord à Edmond Hervé puis à Philippe Tourtelier dans la circonscription de Rennes-Nord, les cantonales...

Le canton de Betton-La Chapelle est aujourd'hui représenté à l'assemblée départe-

mentaire de notre candidate, la section n'a pas baissé de rythme en 2007. Plus de 3000 tracts ont été diffusés sur les deux communes invitant au forum participatif du 24 janvier «afin de capter les préoccupations et les aspirations des participants qu'ils soient adhérents ou non au PS». Un travail de militantisme souligné aux nouveaux adhérents lors de leur réunion d'accueil : «participer aux différentes commissions de la Fédération d'Ille-et-Vilaine, aux réunions de section, aux campagnes électorales, distribuer sur les marchés, dans les boîtes aux lettres...».

Les plus anciens connaissent la musique et ne pratiquent pas la langue de bois. Dans leurs prises de parole, ils ne se privent pas pour s'élever contre l'attitude de nombreux maires qui ne veulent pas accorder leur parrainage à un ou une candidat(e) à la présidentielle sous prétexte «qu'ils ne font pas de politique».

- 47 militants dont 20 femmes composent la section : 31 de la Chapelle, 16 de Montgermont. Ils sont aidés dans les campagnes par 20 distributeurs sympathisants.

- Le repas de circonscription de Rennes-Nord est fixé à Pleugueneuc, le 23 mars.

«Et quand ils votent aux sénatoriales, ils ne font pas de politique ?» tonne un vieux militant.

Une femme tempère : «les petits maires sont dépassés par ces parrainages, et sont montrés du doigt s'ils les accordent».

La méthode Sarkozy, profiter de sa présence au gouvernement pour faire campagne sur le compte de l'Etat, est unanimement dénoncée ainsi que «l'influence qu'il exerce sur les médias», télé et radios en tête qui «organisent la montée en mayonnaise du moindre accroc chez nous».

«Il faut s'atteler aux vrais problèmes et travailler» répète un militant qui ne veut entendre «qu'une seule voix» - celle de Ségolène - «à la tête d'une équipe de campagne en ordre de marche et présentant un projet bien défini».

Des souhaits de bon sens aujourd'hui réalisés.

Michel BIHAN

## À vos agendas

### Mercredi 7 mars, de 16 h à 22 h :

Vote des militants rennais pour la désignation de la tête de liste municipale, au Triangle - bd de Yougoslavie.

### Mercredi 7 mars, à 20 heures, salle du Kiosque - Chantepie avenue des Méliettes :

Conférence-Débat sur le thème : «Le budget communal, un outil au service d'un projet politique», avec **Guy Jouhier**, Président de l'Union des Elus Socialistes et Républicains d'Ille-et-Vilaine, Conseiller Général, Maire d'Acigné, et **Christian Le Maout**, Maire de L'Hermitage, Vice-Président du Conseil Général 35, chargé des Finances.

### Samedi 10 mars, à 10 heures au local fédéral :

Commission Fédérale Femmes.

**Vous êtes absents  
le 22 avril, le 6 mai,  
le 10 juin, le 17 juin**

**PENSEZ  
AU VOTE  
PAR  
PROCURATION**